

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur
GUSTAVE TÉRY



ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Paris..... 25 fr. 13 fr. 7 fr.
Départ..... 28 fr. 15 fr. 8 fr.
Étranger.... 36 fr. 19 fr. 10 fr.

L'odyssée d'un rapport

Qui a « étouffé » le rapport Casella, et pourquoi ?

J'ai fait là-dessus une petite enquête, dont voici les premiers résultats. Rappelons d'abord que le conseil des ministres décida de faire ouvrir une instruction sur le cas de Bolo le 5 février 1917. Il n'est pas inutile d'observer que cette décision fut prise à la demande expresse de M. Poincaré ; et le seul fait que le président de la République ait pris l'initiative des poursuites suffirait à démentir certaines insinuations malveillantes...

Quelle est, à l'origine, la base de l'instruction ? Elle est constituée par deux pièces qui, remises à M. René Besnard, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, ont été transmises par lui au gouvernement militaire, qui les a communiquées au capitaine-rapporteur Bouchardon. La première de ces pièces, fournie par M. Malvy, est un résumé de l'enquête du commissaire France : la seconde est un mémoire de quelques feuillets provenant de l'ambassade de Berne. Ce mémoire anonyme est le premier rapport Casella.

Y en eut-il un second, qui serait arrivé au deuxième bureau vers le 15 février et aurait été transmis de la même façon au gouverneur militaire ? Sur ce point, et sur cette date les renseignements que nous avons pu recueillir ne concordent pas. Le ministre de la guerre était alors le général Lyautey, il n'avait pas assisté au conseil du 5 février, et il ne prenait qu'un médiocre intérêt à ce genre de recherches, non qu'il en contestât l'utilité, mais il s'en remettait aux spécialistes pour les mener à bonne fin et s'occupait d'autres besognes. Le mois suivant, du reste, il quitta la rue Saint-Dominique, où il fut remplacé par M. Painlevé.

Entré en fonctions le 20 mars, le nouveau ministre de la guerre ne savait rien de l'affaire Bolo. Il n'en eut connaissance qu'au bout d'une quinzaine de jours par un rapport de Berne, daté du 6 avril. Était-ce le second ou le troisième ? Peu importe. Ce mémoire, d'une soixantaine de pages, parvint au ministère en double expédition ; suivant l'usage un exemplaire en fut remis au ministre ; l'autre, — comme le précédent — ou les précédents — devant être transmis par le deuxième bureau au gouvernement militaire pour être versé au dossier de l'instruction.

Le fut-il ? Nous croyons savoir que les deux officiers responsables, le colonel Goubet et le capitaine Ladoux, s'accordent à l'affirmer : ils prétendent même en avoir la preuve : une copie sur papier pelure de la lettre d'expédition. Le certain, c'est que le capitaine Bouchardon n'a reçu ce rapport qu'au mois de septembre.

D'après une autre version, les officiers du deuxième bureau auraient estimé que ce rapport n'ajoutait rien au précédent. Il y était dit que Cavallini avait touché son chèque à la Banque Commerciale de Milan. Or, on n'en avait trouvé aucune trace ni à la Banque de Milan, ni dans aucune de ses succursales ou filiales. Il fut en effet reconnu plus tard que, soit lapsus, soit méprise, l'informateur de Berne avait parlé de Milan au lieu de Turin. Cette erreur avait suffi pour faire douter de l'exactitude des autres renseignements contenus dans le rapport. Celui-ci, d'ailleurs, mettait en cause, avec une précision qui parut d'abord incontestable, les personnages les plus considérables, comme le président Monier, Charles Humbert, Caillaux. Voilà pourquoi, d'après cette version, les officiers du deuxième bureau, qui ne s'bornent pas à transmettre les documents, mais les contrôlent et les filtrent, auraient jugé préférable de ne pas livrer inutilement tant de noms et de gens notoires à la malignité des avocats et des journalistes. Ils auraient attendu un supplément d'information s'y réjouir.

S'il en était ainsi, deux questions se poseraient : en procédant de la sorte, les officiers du deuxième bureau ont-ils commis une faute, grave ou vénielle ? Peuvent-ils invoquer des excuses valables ? Ou l'un d'eux, qu'il n'est plus besoin de nommer, a-t-il abusé de sa fonction pour entraver le cours de la justice et soustraire un coupable au châtiment de son crime ?

Quoi qu'il en soit, si M. Bouchardon était sévère du rapport Casella, Bolo en possédait le double dès le mois d'avril, et les débats nous ont révélé qu'il tenait ce double de Charles Humbert lui-même.

Cinq mois se passent. M. Casella, qui paraît s'être douté de l'escamotage, est

reçu par M. Ribot et lui remet un autre exemplaire de son rapport du 6 avril, mais cet exemplaire est augmenté d'un chapitre de douze pages intercalé dans le texte primitif ; ce chapitre est consacré à la Croix-Blanche, aux bons de la presse (?), au rôle du banquier Neckel et aux voyages de Porchère. En annexe, figure une lettre de M. Mouthon.

Ce rapport n° 4 (ou 3 bis) est transmis par M. Ribot à M. Painlevé, qui le transmet à son tour par la voie ordinaire au magistrat instructeur. M. Bouchardon avait d'ailleurs fini par recevoir quelques jours auparavant la première édition de ce rapport, sur papier blanc.

Car il convient de noter à toutes fins utiles que les rapports envoyés par l'ambassade sont sur papier blanc, tandis que les minutes de M. Casella sont rédigées sur papier jaune. Ainsi s'explique son cri de stupeur à la barre, lorsqu'il vit ce papier jaune dans les mains de M^{rs} Salles, avocat de Bolo.

A noter également que le 3 septembre le commissaire du gouvernement déclarait les charges insuffisantes pour justifier l'arrestation de Bolo. M. Bouchardon et M. Mornet ne devaient en effet connaître qu'à la fin du mois le dernier rapport Casella (deuxième édition) remis le 19 septembre à M. Ribot.

Voilà les faits essentiels. Remettons à plus tard les commentaires. Bornons-nous provisoirement à constater que le rapport Casella du 6 avril est le plus important, sinon le plus complet. On le voit très bien partir de Berne pour arriver au deuxième bureau où opère le capitaine Ladoux ; mais c'est à partir de ce bureau qu'on en perd la trace.

Gustave Téry

RUSSIE ET ALLEMAGNE

Pas de paix, mais... la fin de l'état de guerre

Londres, 11 février. — On mande d'Amsterdam que dimanche soir est arrivé un télégramme de Brest-Litovsk, daté du même jour, disant : « A la séance d'aujourd'hui, le président de la délégation russe Trotsky a annoncé que la Russie, tout en ne consentant pas à signer un traité de paix formel, déclare comme terminée l'état de guerre avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie, et en même temps donne des ordres pour la démobilisation complète des forces russes sur tous les fronts. »

LAMENTABLE HISTOIRE

Un sous-officier, mobilisé depuis le 2 août 1914, entré dans l'aviation en 1915, fut, au mois d'août dernier, victime d'un accident en pilotant un appareil au front.

Il est actuellement en traitement dans un hôpital de l'intérieur.

Il est marié et il avait deux enfants.

Le 25 janvier, il reçoit de sa femme habitant Paris le télégramme suivant :

« Petite fille très mal, viens vite. »

Il remet aussitôt au médecin-chef, pour être adressée au commandant de la place voisine, située à 35 kilomètres de son hôpital, une demande de permission exceptionnelle.

Cette demande — qu'un planton aurait pu porter à la ville en question en profitant du train qui part toutes les deux heures, est remise à la poste.

La réponse revient le 28 dans la matinée, par la même voie, le télégraphe et le téléphone n'étant pas faits pour les braves gens qui font la guerre depuis bientôt quatre ans et qui vont perdre leur enfant. Cette réponse porte ce qui suit :

« Permission refusée. Certificat d'hébergement non joint. »

En même temps, le malheureux père reçoit cette autre dépêche :

« Fille morte, viens tout de suite. »

Il établit une nouvelle demande qui part le 28, toujours de la même façon.

Cette fois, on la lui accorde, mais il n'en est avisé que le 30. Il part le soir même et arrive trop tard. Il n'a pas la suprême consolation de conduire son enfant à sa dernière demeure.

Or, pour qu'il pût aller l'embrasser avant sa mort, il eût suffi que, dans ce cas urgent, le médecin-chef fût autorisé à lui donner la permission demandée.

Les médecins-chefs sont ordinairement de grands garçons. Au surplus, un contrôle ultérieur est toujours facile. Ce serait simple... trop simple.

Général Verraux

LES EMPIRES CENTRAUX ET L'UKRAINE

Une paix antidémocratique

On pouvait, dans certains milieux, se faire quelque illusion sur la bonne foi austro-allemande. Nous voyons des gens qui — malgré l'exemple des maximalistes — croient qu'on peut négocier publiquement avec les Empires centraux, et qui attendent, de déclarations solennelles faites à la tribune, on ne sait quel bouleversement dans la politique de nos ennemis.

Voici une occasion, vraiment la première de juger sur des faits et non plus sur des phrases les Empires centraux : la paix avec l'Ukraine est un fait capital. Nous convenons que l'Allemagne n'a traité qu'avec un gouvernement inexistait, qu'elle n'est sûre ni de l'exécution de son traité ni des suites qu'il comporte ; mais les tractations secrètes qui ont amené cette paix, et cette paix elle-même dévoilent tout le plan des Empires centraux, dans toute sa sincérité redoutable et conquérante.

Examinons-la dans son ensemble : nous y trouvons d'abord l'application du principe du morcellement de la Russie strictement appliqué, morcellement qui fera autant de vassaux obligés de tous les petits Etats créés par la volonté du vainqueur germanique, et qui viendront chercher refuge, protection, prospérité industrielle et commerciale auprès de qui pourra les leur donner : l'Allemagne et l'Autriche.

L'Ukraine, selon les frontières que le traité de paix lui attribue au nord, empêche sur ce que doit être la Pologne indépendante, si elle existe un jour. On amorce à cette dernière les districts des gouvernements de Lublin et de Cholon, peuplés en majorité de Polonais. On dépouille de la même façon la Lithuanie, à laquelle on enlève des territoires des districts de Minsk et de Grodno. En somme, on accorde à l'Ukraine tout ce qui peut lui être donné au détriment des autres nationalités russes, en lui refusant ce qui, plus légitimement, pourrait être réclamé aux dépens de l'Autriche : Lemberg, Przemyśl et Kolomea.

Qui ne voit aussitôt l'intérêt de cette politique ? Elle établit une rivalité entre les trois Etats de l'Est les plus proches des Empires du Centre : Pologne, Ukraine, Lithuanie, qui, dans l'avenir, pour soutenir leurs revendications, s'appuieront nécessairement sur leurs grands voisins.

Elle accorde à l'Ukraine la presque totalité de ce que cette République réclamait aux maximalistes et lui apporte cette aide que la Gazette de Francfort, le 30 décembre dernier, laissait prévoir, quand elle écrivait : « La Rada de Kief représente la bourgeoisie qui cherche à sortir du conflit tragique qui bouleverse la Russie. »

Ainsi, l'Allemagne vient à soutenir la bourgeoisie contre la Révolution, trouvera là un appui pour mettre à la raison le maximalisme qui menace les Empires centraux. Autriche et Allemagne reprennent la mission que l'Autriche et la Prusse de 1815 s'étaient donnée pour lutter contre l'esprit révolutionnaire.

Nos démocrates ne peuvent point fermer leur esprit à cette vérité et croire que des paroles suffiront à empêcher cette contre-révolution de manifester sa force.

Enfin, les clauses commerciales du traité de paix mettent l'Ukraine dans les maîtres austro-allemandes. Elle ne participe pas aux avantages du système douanier qui unira les Empires centraux. Elle ouvre ses portes au trafic vers l'Asie du commerce allemand.

Mépris du droit des nationalités, étouffement des démocraties, développement de la politique de haine entre les petits peuples, mainmise économique sur les Etats voisins : voilà les sentiments qui viennent de dicter la paix du 8 février. Il n'en est pas qui soient plus contraires à ceux que le président Wilson exposa, à ceux que défendent les socialistes majoritaires ou minoritaires de tous les pays.

LA "MOTION" SOCIALISTE

Il n'y a pas lieu d'accorder une importance exagérée à la motion « minoritaire » votée dimanche par le Conseil fédéral de la Seine.

La Fédération de la Seine, en effet, n'est qu'une organisation départementale considérable par le nombre de ses adhérents, mais que d'autres organisations départementales fédérées peuvent majoriser. On l'a dit souvent : « Paris n'est pas la France, et les socialistes de la Seine ne sont pas tous les socialistes français. »

On peut remarquer en outre que les majoritaires et les « unitaires » — nouvelle tendance qui cherche à concilier les contraires — ne s'étaient pas engagés à fond. C'est chose visible qu'ils réservent leur effort pour le Conseil national (réunion des délégués de toutes les fédérations) qui doit se tenir dimanche prochain, et dont seule l'opinion compte pratiquement.

Depuis longtemps, la Fédération de la Seine est en passe de devenir minoritaire. C'est un fait accompli aujourd'hui, mais qui ne se traduit par aucune conséquence dans la direction des affaires du Parti et l'orientation de sa politique. Evidemment, la motion votée dimanche servira de base aux délibérations du Conseil national. Mais rien n'indique qu'elle doive être finalement adoptée.

Et la "principale personnalité politique" de la dépêche Bernstorff ? Pourquoi n'en a-t-on parlé ni à Caillaux, ni à Humbert ? N'en sera-t-il plus question ?

L'AFFAIRE BOLO DÉPOSITION DE Mgr BOLO

Pour les auditeurs qui suivent le procès depuis le début, qui ont assisté à la déposition



Mgr Bolo

tion Humbert, à la déposition Caillaux, à la déposition de Mme Bolo et, enfin, à la déposition de Mgr Bolo, c'est une affaire finie, et la lassitude l'emportera désormais sur la curiosité.

Mgr Bolo n'a rien, au physique, du prêtre mondain dont la légende s'attache à lui. Il est grand, robuste et vêtu d'une soutane austère. Sa forte tête, bien plantée sur ses larges épaules, ne rappelle guère celle de son frère, sinon par la couleur jaune du teint. Sur le nez droit un lorgnon d'or chevauche, qui tremble aux mouvements énergiques de l'orateur. Le drap noir de la soutane moule étroitement le torse, et la ceinture est descendue très bas sur le ventre, à la manière — révérence parler — des danseuses arabes.

Il est vrai que tout à l'heure le prêtre la relèvera des deux mains, machinalement, lorsque, emporté par sa colère, il aura provoqué un de ces incidents d'audience qu'il voulait ignorer. Sous les voiles sacrés où Mgr Bolo prêche à l'ordinaire, il n'y a pas d'incidents d'audience, en effet, et, du reste, sans jamais l'avoir entendu ailleurs que devant le 3^e conseil de guerre, il est permis d'affirmer qu'il ne remporta de sa vie un plus vil succès. Les jolies comédiennes à qui les journalistes avaient fait place parmi eux en firent craquer leurs gants.

La journée s'acheva sur la déposition de M. Henri Cain qui ne se signala que par l'idée originale qu'il eut de faire, en quittant la barre, le salut militaire.

SEPTIÈME AUDIENCE

Au début de l'audience, le président donne lecture d'une lettre de M. Charles Humbert, qu'on lira d'autre part. Puis on continue l'audition des témoins.

M. Jean Hennessy

Le premier témoin qui comparait est M. Jean Hennessy, député.

M. Jean Hennessy. — Bolo m'a été présenté dans le courant de 1916 par M. Jean Finot. Il désirait me raconter son voyage en Espagne. Au courant des hautes relations qu'on lui prêtait, je n'avais sur lui aucun soupçon. Je le revis donc plusieurs fois dans la suite. Au début de 1917, je déjeunai avec lui. Les soupçons ne me vinrent que plus tard.

J'interrogeai alors sur lui diverses personnes qui me fournirent des renseignements contradictoires. Mais, dans la Charente, j'acquis la conviction que Bolo était un aventurier. Je renonçai donc à le fréquenter. En avril 1917, je reçus de lui une invitation téléphonique à déjeuner. Je passai à son domicile pour refuser de vive voix.

M^{rs} Albert Salles se lève et pose au témoin cette question :

M^{rs} Albert Salles. — Que savez-vous de la polémique de presse qui s'est produite entre M. Gustave Téry et M. Charles Humbert ? M. Jean Hennessy. — Je ne sais rien. Je n'ai connu cette polémique que par la lec-

ture que j'en ai faite. Il me semble qu'il se rait préférable d'interroger M. Gustave Téry. Un jour, Bolo me demanda s'il était exact que M. Téry avait l'intention de l'attaquer. M. Téry, que je questionnai quelques temps après, me répondit qu'il ne connaissait pas Bolo.

Bolo se lève à son tour :

L'accusé. — Où et quand le témoin m'a-t-il vu porter la Légion d'honneur ? Le témoin. — Chez lui, à déjeuner. L'accusé. — Quelles personnes déjeunèrent chez moi avec le témoin ? Le témoin. — Il y avait M. Caillaux.

M. Gounouilhou

M. Gounouilhou a connu Bolo en 1911. Bolo lui avait été présenté par un de ses collaborateurs. Il s'occupait d'affaires intéressantes au Venezuela.

M. Gounouilhou. — M. de Selves que je vis de sa part, se trouva d'accord avec lui sur l'utilité qu'il y avait de renouer les relations avec le Venezuela.

Je revis Bolo peu après, au sujet d'une affaire de câbles transatlantiques, affaire à laquelle s'intéressait, avec la banque Louis Dreyfus, tout le commerce du Sud-Ouest. Je la fis étudier au point de vue de l'intérêt national. Je vis le ministre des postes et télégraphes. Mais le ministère des gères, craignant de mécontenter l'Angleterre, se mit en travers. Je ne connus donc Bolo que sous un jour parfaitement honorable.

M^{rs} Salles montre au témoin un cliché paru dans J'ai vu, où le témoin a des intérêts. Le cliché qui représente Bolo en conversation avec Bernstorff a été évidemment truqué. M. Gounouilhou ne fait aucune difficulté pour le reconnaître.

Mgr Bolo

La déposition de Mgr Bolo, qui vint ensuite, a fait sur l'auditoire une profonde sensation ; il est de notre devoir de le reconnaître. Il a parlé avec une chaleur que les plus grands avocats



M^{rs} SALLES, écoutant Mgr Bolo

peuvent lui envier. Au reste, sa déposition, ordonnée comme un plaidoyer, rend superflue une bonne part de la tâche assumée par M^{rs} Albert Salles.

Elle a commencé par une confession de patriotisme. S'il croyait son frère coupable, le témoin ferait taire en lui le sentiment fraternel. Mais il ne le croit pas coupable, et il ne saurait être soupçonné de faiblesse à son égard, s'étant toujours montré sévère, trop sévère même envers Bolo.

Mgr Bolo va donc examiner pendant une heure et demie, au cours de laquelle il saura forcer à plusieurs reprises l'émotion et la sympathie de tous les assistants, deux ordres de faits bien distincts : ceux dont il a eu connaissance par le dossier, et ceux dont il a été le témoin.

Les pièces du dossier

La première pièce importante du dossier est le rapport de l'ambassadeur de Berne.

Mgr Bolo. — J'ai fait en lisant ce rap-

fort une constatation effarante. On situe en 1915, à Vienne, une conversation qui aurait eu lieu entre le khédive et Sadiq sur les achats de terrains faits par Bolo dans les Basses-Pyrénées. Or, je suis allé chercher dans le rapport Doyen la date exacte de ces achats. Cette date est 1917.

Mgr Bolo oppose après cela les déclarations de Bolo et celles de Sadiq, au sujet de la créance du khédive, puis au sujet des achats de journaux. Cette idée d'acheter des journaux n'a pu, opine le témoin, germer que dans la cervelle de Sadiq. Jamais un autre n'aurait conçu pareil projet, que la censure eût rendu parfaitement inefficace.

Le témoin continue en reprochant à l'acte d'accusation d'établir une confusion entre tous les achats de journaux, parmi lesquels, il eût fallu distinguer ceux qui sont suspects et ceux qui sont innocents. Car le nom de Bolo ne figure qu'en regard de ces derniers.

Après avoir essayé d'infirmer la déposition Sotolana, qu'il qualifie de fautive, de roman-feuilleton, Mgr Bolo en vient aux affaires d'Amérique.

Mgr Bolo. — Le dossier des affaires d'Amérique ne contient aucune documentation acceptable. La lettre qui eût été une preuve considérable, décisive, a été perdue. Perdue, le contrat relatif aux 10 millions de francs. Et quant aux télégrammes, non seulement ils sont faux, mais il est impossible qu'ils aient existé, puisqu'on n'a pu en retrouver trace. Tout le monde sait qu'il est toujours possible de retrouver trace d'un télégramme.

Mgr Bolo entre dans une critique extrêmement serrée, mais difficile, du texte et de la matérialité même des télégrammes américains.

Les deux frères

Nous abordons le second ordre de faits que le témoin s'est proposé d'examiner. C'est toute la première partie de l'existence mouvementée de Bolo qui va redéfiler devant nous.

Mgr Bolo. — J'ai connu Panon en 1880. C'est à sa mauvaise influence que je ne crains pas d'attribuer les égarements de mon frère. Mme Panon était plus intelligente que son mari, elle était astucieuse. Je me souviens d'avoir entendu Panon se plaindre à moi de la répulsion qu'il inspirait à sa femme. Bolo, attiré par Mme Panon, qui était de son côté attirée vers lui, a été poussé dans cette voie par Panon lui-même.

On devine les murmures que cette déclaration de Mgr Bolo provoque dans la salle. Le témoin insiste. Alors la salle se met à rire.

Mgr Bolo (se retournant vers l'auditoire). — Je ne ris pas, moi ! Je n'ai aucune envie de rire, quand je suis amené à venir défendre mon frère contre des accusations aussi épouvantables !

La déposition se poursuit. Il est faux, affirme le témoin, que Panon ait été ruiné par Bolo.

Mgr Bolo. — Panon a menti, parce qu'il était intéressé à mentir. Pavenstedt lui a promis de lui faire une situation en Amérique après le procès de Bolo. Cette seule réserve est une indication assez probante. C'est pourquoi j'en viens à vous demander, Monsieur le Président, si vous ne croyez pas que nous faisons ici le jeu de la perfidie et de la haine de l'Allemagne. Je le sais, moi, que nous le faisons, ce jeu. Bolo a fait, en Suisse, en Amérique, de la propagande française ; il s'est attiré ainsi la haine des Allemands qui ont résolu de le supprimer. Pavenstedt et Panon ont reçu de Berlin l'ordre de perdre Bolo.

Nous ne saurions rendre l'accent extraordinairement pathétique avec lequel cette tirade est lancée. Mais écoulez :

Mgr Bolo. — Je suis bien obligé de remarquer que, dans cette affaire, deux hommes sont liés par une étroite solidarité, je veux parler de mon frère et de M. Charles Humbert. Mon intention n'est pas de charger M. Charles Humbert, mais sa solidarité avec Bolo est absolue. Bolo est allé en Amérique avec un traité où il était stipulé que les titres du Journal seraient déposés dans un seul coffre, à son nom et à celui de M. Charles Humbert. L'accusation dit que Pavenstedt a étudié le traité. Mais Pavenstedt affirme que son traité stipule que les titres seront déposés dans une banque à son propre nom. M. Charles Humbert a donc donné mainlevée des titres en ce qui le concerne. Non, je ne veux pas incriminer M. Charles Humbert, mais comment se fait-il que, de ces deux hommes, celui qui n'a encouru aucune rancune de l'Allemagne se promène librement, alors que l'autre est au banc des accusés ?

Mgr Bolo discute les chiffres du rapport Doyen. Il passe ensuite au récit des démarches faites et des lettres écrites par lui pour obtenir d'aller en Espagne ou en Suisse, où il espérait faire venir d'Anvers les pièces qui eussent fait éclater l'innocence de Bolo. Démarches et lettres demeurées sans réponse. Et cette très émouvante déposition s'achève par une évocation pathétique des services rendus par le témoin à son pays depuis le début de la guerre, services qui ne l'ont pas préservé d'être traité en suspect par la justice militaire.

Mgr Bolo se retire : l'audience est suspendue.

REPRISE DE L'AUDIENCE

A la reprise, M. Doyen revient à la barre. Mais Mgr Bolo n'est plus là, et on remet l'audition pour qu'il soit présent.

Au tour de M. Coggia d'être rappelé. M. Salles avait oublié d'attirer son attention sur une lettre de lui à Bolo, disant : « Mon cher ami, je suis enchanté de la nouvelle que vous m'an-

noncez. Elle constitue un poisson d'avril très présentable dans son genre. » (2 avril.)

— Je n'en ai aucun souvenir.
M. Salles. — Vous ne pourriez pas retrouver la lettre de Bolo dans vos papiers ?
— Je ne garde pas de lettres.

On montre sa lettre à M. Coggia.

— Je suis absolument incapable de retrouver mes souvenirs.

M. Mouthon, à son tour, est reconvoqué pour l'audience suivante. M. Ajam est absent. M. Rostand est invisible. Le général Ferry est malade. M. Bourcad aussi.

Enfin, Mlle Reynard est présente.

Mlle Reynard, qui est artiste lyrique, a vu une fois Bolo. C'est tout.

Le colonel. — Mais vous avez déposé à l'instruction.

— Oui, j'ai cru le voir à la Galté, dans une loge, en officier et avec un bracelet en or et une médaille ou portant son nom. Mais je me suis trompée.

M. Mornet. — Ça prouve que le témoignage humain est plus fragile que celui des télégrammes.

Mlle Reynard. — Voilà, Monsieur ! (Longue hilarité.)

La déposition Pavenstedt

On rit, mais on ne rit plus. Le greffier commence la lecture de la déposition Pavenstedt.

A cette perspective, la moitié de la salle se vide. C'est dans le bruit que se déroule la lecture.

Pavenstedt reconnaît être Allemand né à Hambourg ; Bolo lui déclara, la première fois qu'il le vit, s'occuper d'une banque à Cuba et être l'envoyé de la banque Périer. Jamais il n'eut aucune relation avec M. Charles Humbert. Quant à la lettre apportée par Bolo et le contrat, Pavenstedt affirme les avoir remis à son avocat, qui les perdit. C'est là la disparition que Mgr Bolo, tout à l'heure, déclarait inadmissible pour tout esprit de bonne foi.

Le contrat était le contrat entre Bolo et Humbert. M. Humbert avait seul la direction. Bolo, crayon en main, traça les chiffres de sa participation. Il déclara chercher les fonds pour faire face à son engagement, dont l'échéance approchait. Or ce contrat serait nul et non avenue s'il ne pouvait payer.

C'est le seul papier qui fut montré à Pavenstedt. Quand il parla de la somme considérable dont il avait besoin, Bolo déclara qu'outre sa libération envers le sénateur Humbert, il avait des visées sur différents autres journaux, dont Pavenstedt ne put se rappeler les noms. Bolo parla du tirage considérable du Journal et de l'importance politique de M. Charles Humbert.

Quand Bolo déclara avoir besoin de 10 millions contre le nantissement des actions du Journal, Pavenstedt lui déclara qu'il lui était impossible de donner suite à sa demande. « J'ajoutai, dit Pavenstedt, que deux catégories d'hommes seulement pourraient s'intéresser à son affaire. Bolo disait que son but était de hâter la paix par la campagne de presse. Dès lors, le nom de M. Charles Humbert m'intéressa dans l'affaire. Mais je l'avertis qu'aucun homme d'affaires n'entrerait dans pareille combinaison. Alors l'idée me vint que cela pourrait intéresser Bernstorff. J'en avertis Bolo, en lui demandant s'il y verrait un inconvénient. »

« Je ne connais personne de ces gens-là, dit Bolo, parlez-leur si vous voulez, moi je ne connais que vous. »

Bernstorff répondit qu'il connaissait la situation élevée d'Humbert et que ce serait très intéressant d'avoir pied au Journal. Il trouvait pourtant la somme considérable, et demanda des renseignements sur Bolo. Le contrat de celui-ci avec Humbert était pour lui donner confiance.

Quelques jours après, Bernstorff se déclara décidé à avancer la somme.

« J'écrivis à Bolo. Il me dit : « Naturellement, je n'ai affaire qu'à vous. » Nous avons fait un contrat. Il devait rembourser après la guerre et rembourser les actions à une banque. »

C'est ce contrat qui a disparu.

Bolo, affirme Pavenstedt, savait à merveille d'où venait l'argent.

Tout cela, on le connaît, ainsi que les virements des millions.

Pourquoi Bolo s'était-il adressé à Pavenstedt ? C'était, dit-il, parce que, en France et dans les pays neutres, il n'y avait plus moyen de trouver de l'argent. De plus, il déclarait qu'au point de vue patriotique, il était temps d'arrêter la guerre qui saignait la France à blanc.

Et Pavenstedt déclare : « Il ne m'est pas venu à l'idée que cet argent était destiné à acheter le sénateur Humbert, car la vue de son contrat passé avec Bolo m'avait persuadé qu'ils étaient dans les mêmes idées. »

C'est ensuite l'histoire des virements d'argent.

Pavenstedt affirme sa conviction que Bolo est venu le trouver avec l'idée d'arriver par lui au comte Bernstorff.

La déposition continue, relative aux dépêches échangées entre Bernstorff et de Jagow. On sait que, pour Pavenstedt, la « haute personnalité » était Bolo. Quant au pré-nom Saint-Régis, c'est Bolo qui l'avait choisi au cas où il irait en Suisse, à Berne, pour être à l'avance signalé à l'ambassadeur allemand comme personne de confiance.

Tout cela est si connu, que la salle n'écoute plus.

Enfin, la lecture est terminée. On appelle M. Henri Cain, premier témoin de

M. Henri Cain

— M. Bolo, dit-il, fut mon ami pendant sept mois. Je n'ai jamais vu M. Por-

chère, qui m'a cité (rires). Un jour M. Bolo, devant un homme charmant, M. Louis, notre ambassadeur en Russie, nous a dit combien le roi d'Espagne serait heureux de rapports plus cordiaux avec la France. En sortant, M. Louis me dit : « Mais racontez donc ça au président, qui est votre ami. » Je le fis et le président me dit : « C'est mon devoir d'écouter quiconque a quelque chose d'utile à dire pour le pays. »

Huit jours après, nous étions convoqués à l'Elysée. Le président écouta, soigneusement M. Bolo sur l'Espagne. A la fin, celui-ci parla un peu du khédive et de M. Hearst, qu'il tâcherait de ramener à la cause française.

M. Mornet. — Le président n'a-t-il pas employé une formule pittoresque ?

— Oui, il m'a dit : « Pour mon pays, je recevrais le diable. »

M. Mornet. — Le diable, c'était Bolo. (Rires.)

— « Je ferai part de vos paroles au président du conseil », répondit le président.

Et M. Henri Cain ajoute que, du moment où il fut question du khédive et de Hearst, la conversation est tout de suite devenue plus froide.

Plus tard, Bolo ayant pensé à commander le témoin pour une histoire de bibelots qui n'eut pas de suite, il lui renvoya argent et intérêts. A ce moment, le président de la République, auquel il exprimait ses regrets de lui avoir amené une personne sur laquelle il y avait des bruits méchants, lui répondit : « Il ne faut pas vous chagriner, vous ne connaissiez pas M. Bolo, moi je savais qu'il est. » Et quand le président déclara qu'il en parlerait au président du conseil, il avait déjà son idée de derrière la tête.

M. Salles. — Et il l'a pourtant laissé partir pour l'Espagne.

— C'est un an après que le président m'a dit cela.

M. Salles. — En un mot, il a « tiqué » mais l'a laissé partir pour l'Espagne.

M. Mornet. — Ce n'est pas le président qui l'a envoyé.

M. Salles. — J'ai dit « laissé partir ». Je sais la valeur des mots.

M. Salles. — Mais Humbert accompagnait Bolo ?

— Oui.

M. Salles. — Alors Humbert avait une mission et Bolo point.

M. Mornet. — La déposition du général Dauvigne qui reçut la déclaration du roi d'Espagne, établit que le roi voulait bien écouter ces messieurs en plein air, mais que ceux-ci n'avaient aucune mission.

M. Salles. — Eh oui ! aucune mission, mais on savait qu'ils allaient là.

M. Mornet. — Soyez sûr que nul ne donna à ces messieurs mission officielle ni officielle de réconcilier M. Caillaux avec le roi d'Espagne.

Le président. — Bolo, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Bolo. — Je remercie le témoin de sa sincérité.

Aujourd'hui, continuation des débats.

HUMBERT - MONIER - CAILLAUX

Une lettre de M. Charles Humbert

Nous avons publié la lettre de M. Monier, ancien premier président. Publications avec impartialité la réponse qu'y oppose M. Humbert, et qui a été lue hier à l'audience :

Paris, le 9 février 1918.

Monsieur le président du conseil de guerre.

Je viens de lire dans les journaux l'étrange démenti que M. le président Monier oppose à ma déposition d'avant-hier par l'entremise des agences.

Témoin à votre barre, j'estime qu'il ne m'est pas permis d'engager une polémique avec un témoin que sa santé empêche de comparaître. C'est à vous seul que je dois la nouvelle affirmation de mon entière sincérité.

M. Monier confesse qu'il m'a fourni sur Bolo des renseignements favorables, mais il allègue — je cite le texte — que « tout était fini » quand je lui ai parlé de Bolo.

C'est absolument inexact.

Bolo m'a été présenté par d'autres personnes. Je l'ai dit et n'ai pas à y revenir.

Il m'a indiqué, au cours de notre entrevue, ses relations d'intime cordialité avec M. le président Monier. Ces relations étaient de notoriété publique.

Nous avons examiné la possibilité d'un contrat dans les conditions que je vous ai dites. Je me réservais de ne lui donner mon adhésion définitive qu'après avoir eu directement de M. le président Monier confirmation du patronage moral dont Bolo s'autorisait.

Le contrat fut préparé par mon conseil. Avant de l'accepter et d'y apposer ma signature, j'ai été voir M. Monier.

Il m'a déclaré en termes formels qu'il répondait de Bolo comme de lui-même.

Je ne puis croire que cette affirmation précise ait laissé un souvenir flottant dans la mémoire de mon interlocuteur.

Mais il y a un fait capital que M. Monier, j'imagine, n'osera pas contester.

Avant que notre contrat ne revêtît une forme définitive, un projet fut rédigé. Ce projet, saisi chez Bolo, est au dossier de l'instruction.

Je demande au conseil de guerre de se le

faire représenter. Vous y verrez des annotations écrites de la main de M. Monier, et cette circonstance démontre sans aucun doute que M. le président Monier, rendant à Bolo un service que les usages de la magistrature n'autorisent que pour un « proche », accepta d'être son conseil, contrairement avec mon avocat, M. Gontard, dans l'ébauche préalable d'une convention qu'il prétend aujourd'hui n'avoir connue qu'après coup.

Veuillez agréer, mon colonel, l'hommage de ma déférence.

Signé : CHARLES HUMBERT, Sénateur.

Contentons-nous pour l'instant de noter que M. Humbert fournit un quatrième récit, légèrement différent des trois autres. Et attendons la réponse que M. Monier ne manquera pas de rédiger, et que nous ne manquerons pas de reproduire.

Une lettre de M. Monier

D'autre part, M. Monier communique à la presse la lettre suivante :

M. Caillaux a déclaré à l'audience d'hier qu'au cours de son entrevue avec lui en 1911, il y a donc sept ans (n'a-t-il pas pu se faire une opinion bien exclusivement personnelle depuis cette époque ?), je lui aurais « répondu de l'honorabilité de Bolo comme de la mienne propre ».

Ce propos n'a jamais été tenu par moi. D'abord, je n'ai fait que me rendre à une entrevue qui avait été combinée et organisée en dehors de mon initiative.

Ensuite, je me suis borné à relater à M. Caillaux les renseignements que m'avait procurés ma récente enquête, entre autres les multiples documents Panon et notamment la longue lettre si édifiante et si persuasive par tous les détails significatifs qu'elle renferme, aux termes de laquelle celui-ci s'attribuait expressément la condamnation de 1894.

J'ajoutais que, si le rapport de police énonçait sur Bolo quelques faits très anciens sur lesquels je possédais des justifications, les renseignements « étaient entièrement favorables » (sic) depuis son mariage (1905), qui avait eu pour témoins quatre hautes personnalités parisiennes aussi notoires qu'honorables.

J'ai terminé en disant que, depuis trois ou quatre ans que je connaissais Bolo, qui m'avait été présenté et recommandé par deux ministres, je l'avais vu mener constamment une vie correcte et que jamais je n'avais surpris dans sa bouche un propos répréhensible ou inquiétant.

Ce fut tout ; j'ai même en me retirant conseillé à M. Caillaux, alors ministre de l'Intérieur et de la sûreté générale, de prendre des renseignements de son côté et d'agir en conséquence.

F. MONIER.

UNE LETTRE DU GÉNÉRAL FERRY

Enfin voici un lettre que le général Ferry a adressée au président du troisième conseil de guerre :

A monsieur le président du Conseil de guerre,

Indisposé, je regrette d'autant plus de ne pouvoir avoir l'honneur de comparaître devant le Conseil, que je viens de relever dans l'audience d'hier, 8 février, une déposition de témoin, contre laquelle j'ai le devoir de protester énergiquement.

Jamais je n'ai remis à M. Bolo un « plan de secteur ».

M. Bolo m'avait été présenté au début de septembre 1916, par des personnes très honorables. A ce moment, j'étais à l'intérieur après avoir combattu pendant près de deux années, à la tête de magnifiques soldats, qui battirent l'ennemi partout où ils le rencontrèrent. Je n'avais qu'un but, qui m'était une obsession : retourner au feu, aussitôt que possible. Des amis m'indiquèrent qu'une occasion s'en offrait auprès d'une armée alliée, dont le commandant en chef avait sa famille installée près de Biarritz.

J'allai donc à Biarritz. M. Bolo, que j'y vis, me fit de suite connaître une haute et honorable personnalité administrative qui, sur le vu de mes états de service, s'empressa de me mettre en relation avec cette famille qu'elle connaissait. Dans le même temps, des colonnes, dont je n'ai pas à préciser l'origine, mais qui tendaient à diminuer l'œuvre de guerre de mes soldats et la mienne, étant répandues pour faire échouer ma candidature, le crûs devoir, pour permettre d'y répondre, adresser à M. Bolo — en vue de les remettre, en cas de besoin, à la personnalité administrative précitée, et, par elle, à la famille du général en chef allié — une sorte de curriculum de mes actions de guerre sur le front. Des schémas y étaient joints qui permettaient de comprendre. Aucun d'eux n'avait, en aucune façon, le caractère d'un plan.

Mes relations — espacées — avec M. Bolo, commencèrent en septembre 1916, cessèrent entièrement et automatiquement, cinq ou six semaines après, avec la raison qui les avait fait naître, le poste de combat que je recherchais ayant été attribué.

Je dois ajouter que, dans cet espace de temps, M. Bolo ne dit jamais rien qui pût me donner des doutes sur son patriotisme.

Général FERRY.

LES SCANDALES

L'affaire Caillaux

A 9 heures, hier matin, le capitaine Bouchardon a interrogé M. Joseph Caillaux. A 11 heures, l'ancien président du Conseil était reconduit sans incident à la Santé.

L'affaire Paix-Séailles

Hier, dernier interrogatoire, par le capitaine Mangin-Bouquet, du sergent Paix-Séailles et du capitaine Mathieu qui étaient assistés de leurs avocats respectifs MM^{rs} Hild et Edmond Bloch.

Après la longue instruction que l'on connaît l'inculpation reste celle de détention et communication de documents se rapportant à l'armée d'Orient.

A noter que l'inculpé Paix-Séailles a reconnu exactes les conclusions du rapport de l'expert Doyen.

L'affaire des carbures

LE VERDICT

Le premier conseil de guerre a acquitté, hier, MM. Gall et Giraud-Jordan : le premier à l'unanimité, le second par six voix contre une.

Ce fut une très longue audience, tout entière occupée par les éloquentes plaidoiries de M^{rs} Henri Bonnet et de M^{rs} Daniel Cagniet.

L'audience commença à 1 h. 1/4. M^{rs} Henri Bonnet prit la parole. Il avait, samedi dernier, parlé pendant plus de deux heures. On espérait généralement qu'il terminerait rapidement.

Les premiers mots de l'éminent avocat semblèrent devoir justifier cet espoir.

« Il me reste, messieurs, peu de chose à dire. Aussi bien votre opinion n'est-elle pas déjà faite ? »

Et M^{rs} Henri Bonnet plaida pendant deux heures et demie.

M^{rs} Henri Bonnet est un combattif. Il parle avec véhémence.

Les accusateurs deviennent les accusés. Sa plaidoirie est un ardent réquisitoire.

Tourné vers le conseil, il dit : « Messieurs », et il adresse au public le reste de sa phrase.

M^{rs} Henri Bonnet vitupère contre les hommes politiques qui firent ouvrir l'instruction. Il invective contre les témoins de l'accusation. Il « laide l'affaire de trahison. Il plaide l'affaire de commerce avec l'ennemi et puis l'affaire d'accaparement qui sera « le ultérieur ».

Soudain, il prend à partie M. Coutant, juge d'instruction. On décide de faire venir ce dernier. L'audience est suspendue. Le juge n'est pas au Palais. L'audience reprend. Et les accusés, qui consultent souvent l'horloge, dirigent un regard volé vers l'éminent avocat.

Il est quatre heures moins un quart. Le défenseur de M. Gall vient de terminer son réquisitoire. M^{rs} Daniel Cagniet lui succède. Il captive, il émeut pendant quelques minutes. Mais ce sont, sur les mêmes faits, les mêmes arguments. On s'inquiète.

« Le calvaire de M. Giraud-Jordan dure depuis trois ans. Il est terminé. »

On reprend espoir.

Le calvaire n'est pas terminé. Il ne se terminera que deux heures plus tard. Il est six heures quand la plaidoirie de M^{rs} Cagniet s'achève. Le conseil se retire aussitôt pour délibérer. Et les accusés, qui ne doivent pas assister à la lecture du jugement, sont emmenés dans une salle voisine.

A six heures vingt, une cloche tinte discrètement.

« Le conseil, messieurs ! »

Toute la salle est debout.

Lentement, très lentement, le président du conseil de guerre donne lecture du jugement.

Et les amis des accusés applaudissent longuement.

Une revue du général en chef

Au cours d'un voyage d'inspection sur le front, le général en chef a visité une des divisions qu'il avait sous ses ordres au 33^e corps, lors de la première offensive d'Artois, en mai 1915. Depuis lors, celle-ci s'est illustrée sur la plupart des champs de bataille importants de cette guerre. Et c'était pour remettre des décorations, vaillamment gagnées au cours des dernières grandes actions, que le général en chef s'était rendu au milieu de ses anciennes troupes. C'est devant elles, comptant encore bon nombre d'officiers et d'hommes qui avaient servi sous lui, qu'il a remis au colonel Rat, du 159^e d'infanterie, ayant assisté à trente-huit combats, la rosette d'officier de la Légion d'honneur, et qu'il a distribué d'autres décorations encore ; parmi les nouveaux médaillés, un petit sergent de chasseurs, Charles Rouchaud, de la classe 1914, cité six fois à l'ordre, blessé à plusieurs reprises, recevait la médaille militaire.

Après une revue très brillante, où chacun avait tenu à montrer à son ancien général que la 77^e division était demeurée digne de son passé glorieux et qu'elle était toujours « en forme », prête à répondre à tout ce qu'on pourrait lui demander dans l'avenir, le général en chef a réuni les officiers des diverses unités. Évoquant le souvenir des opérations accomplies en commun et félicitant les régiments et les bataillons de leur belle tenue, le général en chef a témoigné le regret qu'il éprouvait de ne pouvoir conférer cette fois-ci la fourragère aux 97^e et 159^e régiments d'infanterie, car il ne manque plus à ces deux beaux régiments de montagne, de Chambéry et de Briançon, que la prochaine occasion de s'élever à eux-mêmes pour en décorer leurs drapeaux ; ce sont eux, en effet, qui s'illustrèrent le 9 mai 1916 à Carénac, où le 33^e corps tout entier se couvrit de gloire ; la 77^e division attaqua sur un front de trois kilomètres et demi, et enfonça d'un seul bond la ligne ennemie sur une profondeur de trois à quatre kilomètres ; le 97^e atteignait le Cabaret Rouge et le 159^e pénétrait dans Givency.

Les souverains belges reviennent d'Italie

(Dépêche de notre correspondant.)

Nice, 11 février. — Le roi et la reine des Belges, qui s'étaient rendus en Italie, viennent de revenir sur la côte d'Azur.

MORT D'UN DÉPUTÉ

Nous apprenons la mort de M. Félix Poullan, député des Alpes-Maritimes, décédé hier, à Nice, des suites de la neurasthénie qu'il retenait depuis un an éloigné du Parlement ; il était âgé de soixante ans.

MORS- d'ŒUVRE

Plaidoyer pour quelque traître

Et enfin, messieurs, quand bien même la culpabilité de mon client serait vingt fois prouvée, je vous demande d'avoir égard au jugement de la postérité. Je vous demande de voir venir l'injustice imminente qui tôt ou tard réhabilite les grands coupables. Je vous demande, avant de condamner, d'aller faire un petit tour de promenade sur le boulevard Saint-Germain, du côté du carrefour de l'Odéon.

Vous y verrez la statue d'un grand homme, d'un magnifique patriote. On pourrait lire sur le socle ces mots, qui n'y sont pas :

A DANTON,

Maître-chanteur, concussionnaire, traître à la patrie.

Ce ne sont pas là des formules de politesse empruntées à la polémique contemporaine. Ce sont des chefs d'accusation visant des crimes prouvés, avoués, expiés depuis plus de cent ans.

Je n'ai pas cherché, messieurs, le réquisitoire de Fouquier-Tinville. Je résumerais seulement l'acte d'accusation établi par M. Albert Mathiez, le plus scrupuleux, le plus érudit, le plus clairvoyant, le seul historien de la Révolution française.

Danton est convaincu d'avoir été le chef d'une bande qui comprenait Chabot, Julien de Toulouse, Delaunay et Basire, et qui, d'accord avec le baron de Batz, fit chanter la Compagnie des Indes.

Danton est convaincu d'avoir réalisé en quelques mois une fortune scandaleuse.

Danton est convaincu d'avoir secrètement négocié avec l'Autriche, en avril 1793, par l'intermédiaire de Prouy ; d'avoir participé à la trahison de Dumouriez ; d'être toujours resté en relations avec les émigrés, avec les révoltés du Calvados, avec les ennemis de la Révolution.

Lorsque, le 2 vendémiaire an IV, la Convention célébra une fête funèbre en l'honneur des victimes de la Terreur, on inscrit quarante-huit noms sur la liste. Camille Desmoulins et Philippeaux y figurent ; et même le député Perrin de l'Aube, condamné pour concussion à dix ans de fer. Mais Danton n'y est pas ; et personne dans l'assemblée n'osa se lever pour réparer cette omission. Danton resta sous le coup de cette flétrissure, infiniment plus grave, fait remarquer M. Albert Mathiez, que la condamnation du tribunal révolutionnaire.

Mais la postérité indulgente, mais l'histoire impartiale (que représente le romancier Michelet) réservent toute leur sympathie pour Danton, l'homme à la grosse voix, aux grands gestes, aux larges appétits. Danton, c'est la « gueule sympathique ». Du toupet, du toupet et encore du toupet !

Quant à Robespierre, l'incorruptible jobard, le fanatique intègre et désintéressé, le froid sectaire qui porta jusqu'à la féroce l'amour de la patrie, il a une bien mauvaise presse : pour tout le monde de ce buveur d'eau restera le buveur de sang.

Avant de condamner, songez, messieurs, que vous jugez avec votre raison

et que le peuple, au nom de qui vous jugez, juge avec son cœur incertain. Songez aux justes qui furent crucifiés ; songez aux traîtres qui ont leurs statues.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

A quand le désarmement ?

On lit dans les journaux cet aimable fait-divers :

Hier soir, les gardiens de la paix Cardin et Henry, qui procédaient, rue de Budapest, à l'arrestation d'une fille, ont été assaillis par une bande de huit souteneurs, tous âgés de 18 à 24 ans.

Les deux agents ont été contusionnés assez fortement. Les malfaiteurs ont tiré des coups de revolver qui, heureusement, n'ont atteint personne.

Vous avez bien lu : ils étaient huit ; ils étaient âgés de 18 à 24 ans ; ils étaient armés de revolvers.

D'ailleurs, l'histoire ne dit pas qu'ils aient été arrêtés.

L'asile de nuit

C'est la faillite des « logeurs à la corde » qui hospitalisaient, moyennant quatre sous par nuit, les pauvres hères sans domicile fixe.

Ils n'avaient pas été touchés par le moratorium, ils sont atteints par les gothas.

Leur clientèle préfère coucher dans les stations du Métro signalées par une lumière verte et ouvertes au public après le passage du dernier train.

Les anciens hôtes de Fradin s'installent sur les bancs des quais et dorment gratuitement jusqu'à 5 heures du matin, puis ils montent dans le premier train qui passe et reprennent paisiblement leur somme.

Avez-vous remarqué que, depuis quelques jours, on se gratte beaucoup dans le Métro ?

« A SALONIQUE, SOUS L'ŒIL DES DIEUX ! »

On a publié, depuis la guerre, bien des romans de guerre. A Salonique, sous l'œil des Dieux ! de M. Jean-José Frappa (dont Flammarion met en vente le 5^e mille à 4 francs), ne peut être comparé à aucun.

Capitaine à l'armée d'Orient, l'auteur s'est surtout complu, à travers la plus légère et la plus charmante intrigue, à nous décrire Salonique, Salonique avec ses beautés et ses laideurs, ses coutumes et ses mœurs, ses mœurs quelquefois si déconcertantes. Et cela — qui était si délicat — il l'a fait avec infiniment de tact, parce qu'il a beaucoup de talent.

Loyauté

Dans La Tribune de l'Aube du 3 février, on peut lire ce communiqué :

Je soussigné, Bruley (Napoléon), propriétaire à Pâlis, certifie que je n'ai jamais vu ni accusé Siron (Alphonse) de m'avoir volé des pommes.

Les bruits qui ont couru par le pays que je lui avais fait vider son sac sont faux et inventés de toutes pièces.

Attendu que je ne pouvais pas accuser Siron de m'avoir volé, puisque je ne m'en suis jamais aperçu. Je déclare que l'individu qui a inventé et colporté cette affaire le premier est un menteur et un lâche.

En foi de quoi je lui délivre ce certificat pour lui servir.

Pâlis, le 19 janvier 1918.

BRULEY.

Vous voyez que les journaux parisiens ne sont pas les seuls où l'on puisse trouver d'intéressantes polémiques. Mais les journaux de l'Aube sont les seuls où l'on trouve dans la polémique cette sincérité et cette touchante bonne foi qui dissipe les pires malentendus.

Etudes Secondaires complètes chez soi. ÉCOLE UNIVERSELLE par corresp. R. Chardin de Paris.

L'ŒUVRE militaire

Ouvriers professionnels

La nécessité de réserver pour les renforts destinés à nos régiments d'infanterie le plus grand nombre d'hommes possible a fait décider (circulaires des 19 et 30 janvier 1918) qu'à l'avenir les dépôts de cette arme (infanterie) ne fourniraient désormais aux usines de guerre aucun homme du service armé appartenant aux classes 1898 et plus jeunes, quelle que soit sa profession.

Cette mesure n'implique pas, bien entendu, la relève de ceux qui sont actuellement dans les usines, où ceux-là seuls sont touchés qui appartiennent aux classes 1903 et plus jeunes, conformément à la loi Mourier.

Quant aux professionnels des autres armes que l'infanterie, ceux d'entre eux qui sont encore dans les dépôts de l'intérieur restent soumis aux anciennes règles qui permettent d'appeler dans les établissements industriels les ingénieurs, ajusteurs, outilleurs, tourneurs, fraiseurs, raboteurs, mouleurs, chimistes, chaudronniers, tôliers, ferblantiers, charpentiers en fer, chaudronniers traceurs et formeurs, charpentiers traceurs ou spécialistes des constructions navales.

Quant aux professionnels des autres armes, ils peuvent encore être pris — s'ils sont dans les dépôts, et dans les dépôts seulement — dans les classes 1910 et plus anciennes (mais très exceptionnellement entre 1903 et 1910).

D'autre part, les métallurgistes, charbons, menuisiers, scieurs, affûteurs et spécialistes du service des bois — toujours des autres armes de l'infanterie — ne peuvent être pris qu'au-dessus de la classe 1901.

Les auxiliaires non employés aux armées et non indispensables à leur corps sont susceptibles, comme par le passé, quelle que soit leur profession, d'être affectés au service ouvrier.

L'officier de service

Montrez L'ŒUVRE à vos voisins

MAXIMES...

Autre part que chez Maxima. Pour un objet qu'on estime. Jamais on ne donne la somme. Que Maxima maximum nomme...

Louvre, Cluny, Carnavalet. Pour s'émouvoir, c'est parfait !... Mais pour acheter et pour vendre. C'est Maxima, l'on peut s'entendre.

Sur ton carnet, mets ton adresse, Celles de ceux que tu chéris. Et de Maxima, c'est sagesse, Sise, trois rue Taillout — Paris.

LE PAIN DE FANTAISIE

Le ministre du ravitaillement a reçu aujourd'hui une délégation de boulangers venus pour l'entretenir de la question du pain de fantaisie. Il leur a confirmé qu'indépendamment du petit pain, le pain de fantaisie tel qu'il a été défini au cours des entretiens qu'ont eus les représentants de la boulangerie avec les services du ravitaillement, le mercredi 6 février, serait autorisé.

RÉPONSES

Tit. 37. — Vous êtes considéré comme libéré. F. G. 65. — Oui, mais faites une demande de dégrèvement. En attendant qu'il soit statué, vous obéirez des délais.

L. B. 146. — Votre bail est prorogé d'office. La loi en discussion fixera jusqu'à quelle époque.

J. M. — A ce taux de loyer, vous avez le moratorium.

A. A. — Ce n'est pas vous, mais vos frères mobilisés, même mariés, qui donnent droit à la location pour vos parents. Mais ceux-ci doivent établir qu'ils sont nécessairement et que leurs fils mobilisés étaient leurs soutiens.

A. R. C. F. — 1^o Oui, si votre père est nécessairement. 2^o Non. Souhaiton. — Ce n'est pas un texte ministériel, c'est l'article 19 de la loi du 29 septembre 1917 qui accorde une allocation complémentaire de 0 fr. 75 par enfant mobilisé aux familles déjà bénéficiaires de l'allocation.

toujours séduire par les habileurs.

Jacques, ne dis pas une méchante parole. Les habileurs, il est vrai, sont assez sympathiques aux femmes, peut-être parce que beaucoup sont des poètes et que presque tous sont de très pauvres hommes dévorés par la chimère !...

Lorsque Trinquemont quitta le couple au seuil de la maison des demoiselles Fourmigat et que Germaine voulut le remercier :

— Non ! ne me remerciez pas. C'est moi qui vous remercie et vous ne pouvez pas savoir pourquoi. Vous ne le savez jamais. Trinquemont est la discrétion et le mystère eux-mêmes. C'est ce qui fait sa force. Au revoir, mon vieux Jacques. Madame, je suis à vos pieds.

Et il disparut comme un gnome de féerie.

VI

L'Auberge dans les Roses

Les dernières heures du soir, au printemps et en été, sont celles où l'on voit le plus d'aéroplanes dans l'air et celles où ceux qui les montent ont le moins besoin de recourir à eux-mêmes. En effet, la prière célèbre de l'aviateur se résume en six vers :

O mon Dieu ! pitié de la misère. Dis pauvres aviateurs qui sont à terre. Quant à tous ceux qui sont en l'air. Pour eux il ne faut pas l'en faire ; Ce sont des poètes, des andouilles. Tant pis pour eux, qu'ils se débrouillent !

De fin mai à fin septembre, les couchants sur les campagnes de la Touraine

L'ŒUVRE des Autres

On lira ce matin :

CHEZ LES SOCIALISTES

La motion sur la paix votée dimanche par la Fédération de la Seine marque une étape importante de l'histoire du parti socialiste pendant la guerre. M. Capus (Figaro) en est même un peu effrayé :

Avec la motion sur la paix votée hier par la Fédération de la Seine, le parti socialiste prend une direction extrêmement dangereuse. Il faut espérer que ses chefs s'en rendent compte et vont s'expliquer là-dessus. M. Albert Thomas nous disait l'autre jour que trois ans de guerre avaient provoqué de l'émervement et de la surexcitation dans les milieux syndicalistes et ouvriers. Il en concluait qu'il faudrait établir les réunions publiques et organiser de vastes discussions sur la paix et sur la guerre. Mais il n'est pas douteux qu'en ce genre d'assemblées ce sont toujours les violents qui l'emportent, déterminant l'impression générale et le vote. Les graves progrès faits dans les congrès socialistes par l'idée de paix à tout prix l'attestent avec éclat.

M. Hervé (Victoire) relève quelques erreurs de nos « bolcheviks », comme il dit. Première erreur concernant la Russie :

Il faut être complètement étranger aux choses de ce monde pour se figurer que la Russie, au lendemain de la tourmente actuelle, aura autre chose qu'un régime capitaliste semblable à celui du reste de l'Europe, bien heureuse encore si l'anarchie ne ramène pas le tsarisme, ou quelque autre régime de la trique. Il faut avoir le bandeau de la foi bolchevik sur les yeux pour ne pas voir que, si les armées du kaiser allemand n'étaient pas prises à la gorge, comme elles le sont actuellement par les armées des grandes démocraties d'Occident et d'Amérique, elles occuperaient Petrograd sans presque tirer un coup de fusil, puisqu'il n'y a plus aucune armée russe, à part quelques bandes de gardes rouges.

Autre erreur concernant l'Allemagne :

Une seconde illusion de nos bolcheviks, qu'ils partagent avec leurs congénères russes, c'est que les socialistes allemands vont faire, l'un de ces quatre matins, la révolution sociale. Compte là-dessus, bonnes gens. Je plains les pauvres bolcheviks berlinois qui bougeraient en ce moment : leur compte serait vite réglé. Comme ils le savent, ils ne bougeront pas. Les victoires remportées sur la Russie, sur la Roumanie, sur la Serbie, sur l'Italie, ont donné aux classes dirigeantes allemandes une mentalité de vainqueur. On ne touche pas à un gouvernement victorieux. Si vous voulez que la Révolution éclate jamais en Allemagne, battez d'abord l'armée allemande, comme l'armée allemande a battu l'armée russe.

LE PROCÈS BOLO

Quelques réflexions du Pays, quelques impressions plutôt :

Ce qui domine ces premiers actes, c'est d'abord la carence du tribunal. Il est là et semble absent. On dirait des figures de cire, sous l'uniforme. Cette rangée d'officiers immobiles fait songer à un banc d'apprentis jurés. Terribles jurés, que ces juges de choix et d'exception, investis de la magistrature souveraine !

Toute l'action est aux mains du lieutenant avocat général Morlet. C'est le rôle de premier plan. Commissaire du gouvernement, et qui régit. Jamais, encore, comme à ce procès et à ce Conseil de guerre, certains vérités n'étaient apparues avec cette évidence.

Que reste-t-il ? Bolo. Aventurier de haut vol, plus que de grande volée. Troisième rôle poussé à l'avant-scène par ses avantages physiques et sa suffisance méridionale, par cette assurance, surtout, que les millions donnent, dans ce qu'on est convenu d'appeler le monde. Mais, ce qu'on est convenu d'appeler le monde, c'est un escroc, est-ce un traître ? Escroc, certes, et qui, de sa dernière maîtresse, l'Allemagne, suit tirer la plus forte somme. A-t-il couché, c'est-à-dire trahi ? La preuve demeure à faire.

LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE

Sans dire trop de mal de notre diplomatie, on peut avouer que la paix germano-ukrainienne n'est pas pour elle un succès. Mais M. Jouhaux (Bataille) va beaucoup plus loin : selon lui, la faillite de nos diplomates est définitivement consommée. Aux masses ouvrières de traiter désormais elles-mêmes les affaires de la politique extérieure ! Précisément, la conférence ouvrière internationale va leur fournir l'occasion de marquer un premier pas dans ce sens :

Il faut de la clarté dans la précision, et cela, ce sont les mouvements d'inspiration populaires qui peuvent et doivent le réaliser.

Dans le désarroi des diplomates officiels, qui ont abouti à nous acculer à des situations désastreuses, il apparaît qu'une proclamation commune des prolétaires des pays de l'Entente, animée du large souffle de la liberté et de l'idéal social, aura seule la force de pénétration nécessaire pour déjouer les plans mauvais, hâter le réveil des peuples et précipiter la paix générale, établie sur les décadences des militarismes et des impérialismes.

Ce doit être l'œuvre de la conférence ouvrière internationale de faire faillir de ses discussions et de ses résolutions cette clarté aveuglante pour les tyrans, radieuse et bienfaisante pour les peuples.

Nous avons pleine confiance qu'à cette heure grave elle ne faillira pas à sa mission.

POUR LA ROUMANIE

Si, militairement, nous sommes impuissants à venir en aide aux Roumains, ne pouvons-nous du moins essayer d'une offensive diplomatique ? M. Pierre Bertrand (Événement), répond : oui.

Nous menons une guerre d'indépendance. Nous le disons hautement.

Prouvons-le.

Que nos chancelleries fassent enfin un geste de générosité, qui serait en même temps un geste d'honneur et de salut.

Qu'elles promettent et garantissent à la Bohême et à la Yougo-Slavie le droit de disposer de leur sort : le droit de former les États libres, au même titre que la Grande-Bretagne, l'Italie, la France ; le droit d'entrer en égales dans la Société des nations, qui se constituera nécessairement au lendemain de cette terrible épreuve, parce que la substitution des rapports juridiques aux obligations de la force est la loi même du progrès ; qu'elles associent à leurs justes revendications les justes revendications des Tchèques et des Yougo-Slaves du Sud, de l'empire des Habsbourg s'écroulera comme s'est écroulé l'empire des Romanof, plus vite, plus complètement.

Il est inexact de dire que nous ne pouvons rien pour la Roumanie, quand nous pouvons détruire l'Autriche et mettre ainsi en péril immédiat les communications de l'Allemagne avec l'Orient.

Entreprise hardie, et qui va contre des traditions centenaires. Mais notre salut n'est-il pas à la fois dans l'audace et dans la probité ?

Dans tous les cas, alors que s'offre à nous une politique qui modifierait hors de cause le « brillant second », qui ne lui permettrait d'envoyer contre nos lignes ni un homme, ni un canon, qui couvrirait l'Allemagne de ses alliés turcs et bulgares, qui provoquerait chez elle vraisemblablement les plus graves troubles, qui redresserait et unifierait la Pologne, qui susciterait en Pologne les mêmes divisions que la propagande germanique a suscitées en Ukraine, alors que nous avons la disposition d'une arme si efficace, c'est une trahison de prétendre que le sort de la Roumanie est aux mains de la seule Roumanie, et que nous ne pouvons la sauver et nous sauver, si que notre sympathie est impuissante.

Nous pouvons la sauver et nous sauver, si que notre sympathie est impuissante. N'y faut-il que de l'initiative, de la hardiesse et du cœur, puisque aussi bien c'est du cœur que viennent les grandes pensées.

L'Apprenti

Nos lecteurs sont priés de vouloir bien adresser tous les mandats exclusivement à M. l'administrateur de l'Œuvre.

ASSURANCE CONTRE LES DÉGATS CAUSÉS PAR LES
BOMBARDEMENTS AÉRIENS
Zeppelins, Goths, Avions, etc.
S'adresser à la COMPAGNIE D'ASSURANCES UNIVERSELLES
Sa signature engage onze Compagnies françaises d'assurances et de réassurances
RUE VIVienne, 39, 41, 43, 45 -- PARIS
TELEPHONES : CENTRAL : 78-03, 26-32 GUTENB. : 78-02

Feuilleton de L'ŒUVRE
du mardi 12 février 1918. — N° 9.

SOUS L'AILE DES COUCOUS

(Autour d'une école d'aviation)

Par ERNEST GAUBERT

V

L'Hôtel du Marcassin

(Suite)

Gabrielle de Vaucors venait d'entrer dans le restaurant, précédant un aviateur blessé, le bras en écharpe.

— Au moins, celui-ci ne pilote pas les bangars comme on dit de ceux qui courent aux vols, fit Jacques. Une panne ?

— Vous vous trompez, c'est un co-

chon.

— S'il vous entendait !

— C'est bien un cochon qui l'a mordu. Vous savez que l'administration du camp est très fière de son étable à cochons et il faut dire que l'école de perfectionnement possède une porcherie modèle. On y élève jusqu'à trente-deux bêtes. Jardouin que vous voyez auprès de la belle Gabrielle avait un peu trop fêté le vin du seigneur et a eu l'idée saugrenue de vouloir aller coucher avec les porcs. Ils l'ont fortement mordu au bras. Il avait eu la croix de guerre auparavant, pour d'autres raisons.

Le déjeuner touche à sa fin. Trinquemont vante la qualité des alcools de l'hôtel du Marcassin, mais Germaine se refuse à vérifier les assertions de son hôte.

— Il faut que je vous fasse connaître les beautés du pays.

— Quelles sont ces beautés ? Vous nous en avez montré quelques-unes.

— Non, je veux parler des beautés pittoresques, touristiques, comme disent les programmes officiels. Il y a la forêt. J'ai une auto, ou du moins un ami me prête son auto. Voulez-vous venir avec moi ?

Ils acceptent et partent, le long de la Bouzane, à travers des clairières où les derniers jours de printemps suscitent des végétations splendides. Toute la forêt, chênes et pins, n'est plus qu'une immense coupe d'arômes.

Germaine s'est placée au fond avec son mari. Trinquemont se tient à côté du chauffeur et fait stopper le véhicule à tout instant pour citer un trait plus ou moins singulier.

Il arrête également devant les fermes pour acheter des fruits ou de la volaille. Il veut absolument donner à Germaine deux petits coqs, un cochin de lait et six douzaines d'œufs.

— Ce monsieur est complètement fou, affirme Jacques.

— Peut-être ? Je ne crois pas, conteste Germaine qui, avec le sens de divination des femmes, a bien compris que cette exaltation, ce lyrisme perpétuels doivent masquer quelque souffrance secrète ou avoir pour but de chasser quelque souvenir importun.

— Oh ! les femmes vous vous laissez

toujours séduire par les habileurs.

Jacques, ne dis pas une méchante parole. Les habileurs, il est vrai, sont assez sympathiques aux femmes, peut-être parce que beaucoup sont des poètes et que presque tous sont de très pauvres hommes dévorés par la chimère !...

Lorsque Trinquemont quitta le couple au seuil de la maison des demoiselles Fourmigat et que Germaine voulut le remercier :

— Non ! ne me remerciez pas. C'est moi qui vous remercie et vous ne pouvez pas savoir pourquoi. Vous ne le savez jamais. Trinquemont est la discrétion et le mystère eux-mêmes. C'est ce qui fait sa force. Au revoir, mon vieux Jacques. Madame, je suis à vos pieds.

Et il disparut comme un gnome de féerie.

VI

L'Auberge dans les Roses

Les dernières heures du soir, au printemps et en été, sont celles où l'on voit le plus d'aéroplanes dans l'air et celles où ceux qui les montent ont le moins besoin de recourir à eux-mêmes. En effet, la prière célèbre de l'aviateur se résume en six vers :

O mon Dieu ! pitié de la misère. Dis pauvres aviateurs qui sont à terre. Quant à tous ceux qui sont en l'air. Pour eux il ne faut pas l'en faire ; Ce sont des poètes, des andouilles. Tant pis pour eux, qu'ils se débrouillent !

De fin mai à fin septembre, les couchants sur les campagnes de la Touraine

et du Berry atteignent à une harmonie de nuances qu'on ne retrouve pas ailleurs.

La forêt, les jardins et la plaine cultivée autour de Castelbouzane offraient à l'aviateur de grandes surfaces de couleurs riches et chaudes. C'étaient les bois en fleurs, les neiges éclatantes des acacias qui, lorsque le vent de l'hélice les atteignait, se pulvérisaient brusquement en un poudroiement lumineux ; c'étaient le jaune clair des ravenelles mêlées aux blés nouveaux, le vieux rose des saignettes qui, vus de haut, semblaient quelque manteau de marquise ou de bergère en paniers. Puis il y avait toute la lumière impérieuse des sous-bois aperçus de la carlingue, une lumière dévinée qui rendait comme fluide la terre noire des petites, des toutes petites allées ; et puis ce balancement, cet isolement, cette impression du monde qui vous quitte et de l'horizon qui accourt. On se croit très grand, très gros, si l'on se compare à tous les êtres si bas sur pattes et qui, minuscules, se balancent le long des rigoles blanches que sont les routes.

L'école de pilotage s'était installée au printemps à la corne d'un petit bois de pins et devant une plaine légèrement ondulée, toute verte déjà des premières pousses. Un silence harmonieux semblait glisser de l'horizon jusqu'à la piste. Les hangars s'alignaient comme une série de taillis clairs contre la forêt sombre.

Les appareils sortis réverbéraient, ainsi que de larges miroirs, les rayons du soleil montant.

Il faisait bon vivre là, aux derniers jours du printemps. C'était vieille France et campagne. Les blés, les vignes, les

vergers, les pâturages, les troupeaux, le gibier, rien n'y manquait pour nourrir l'homme des champs et aussi ceux qu'un vieil instituteur en retraite, devenu maire du village voisin de Larfeuille, appelait les *laboureurs du ciel*.

Il avait salué le capitaine commandant le centre d'un petit speech dans lequel il s'était déclaré honoré d'avoir à loger les aviateurs, frères des paysans, car « ne sont-ils pas semeurs de victoires par la bombe et ne percent-ils pas les horizons hostiles, comme le laboureur fend la terre avare ?... »

Larfeuille se trouvait à quinze kilomètres de Castelbouzane et le tracteur ne ramène personne après neuf heures. Que faire lorsqu'on a lu tous les journaux et tous les feuilletons possibles, lorsqu'on a étudié tous les nouveaux traités mécaniques, approfondi les organes de tous les appareils en service ? Ah ! Larfeuille ne ressemble en rien à Camplong, l'école de perfectionnement.

En dehors des baraques de cantonnement, il n'y a à Larfeuille pour tout le monde que l'unique auberge du village et que quelques chambres chez des fermiers.

Germaine a voulu s'y rendre, malgré la tendre insistance de Jacques.

— Que verras-tu ? Il y a quelques maisons et des arbres, c'est tout.

— Je te regarderai voler !

— Tu ne pourras pas me reconnaître, de loin.

— Est-ce que tu aurais quelque raison de me dissuader de venir là-bas ?

— Serais-tu jalouse ?

(A suivre.)

UN TRAITE COMPLEMENTAIRE AVEC L'UKRAINE

Bâle, 11 février. — Un traité complémentaire conclu avec la République du peuple de l'Ukraine, dit, à propos de la reprise des relations consulaires, que chaque partie contractante autorisera l'autre partie à établir des consulats dans toutes les localités de son territoire pour autant que des exceptions n'existent pas avant la guerre pour les localités ou parties de territoires parlant différentes langues.

Romies en vigueur des anciens traités

Les traités, accords et conventions en vigueur avant la guerre entre l'Allemagne et la Russie restent en vigueur entre les parties contractantes, sous réserve de clauses contraires du traité de paix et de ce traité complémentaire aussitôt après leur ratification.

Il est entendu que s'ils peuvent être dénoncés dans un certain délai, ce délai se prolongera autant que la guerre.

Chaque partie contractante peut communiquer à l'autre dans un délai de six mois après la signature du traité de paix les traités, accords, conventions ou clauses isolées qui seraient, à son avis, en contradiction avec les changements survenus pendant la guerre. Ces clauses devraient alors être remplacées le plus rapidement possible par de nouveaux accords répondant aux circonstances nouvelles.

Pour préparer ces nouveaux traités une commission se réunira dans un délai de six mois après la ratification du traité de paix ; si l'accord ne se fait pas dans un délai de trois mois, chaque partie sera libre de renoncer aux prescriptions de l'accord.

Les paiements en argent de l'exécution pouvaient être refusés pendant la guerre du fait des lois de guerre, peuvent ne pas être effectués avant un an et trois mois après la ratification du traité de paix.

Le paiement des dettes contractées par l'Etat en particulier, le service de la dette publique doivent être effectués avec les ressources des Etats contractants après la ratification du traité de paix.

Le partage des biens

En ce qui concerne le partage des biens révisés entre la République du peuple ukrainien et les autres parties de la Russie, l'application de ce principe est réservée à une convention spéciale.

La République du peuple ukrainien sera tenue en tout cas pour responsable envers les ressortissants allemands pour les travaux publics effectués en Ukraine ou pour les sommes dont les garanties se trouveraient sur son territoire.

Les parties contractantes se sont mises d'accord sous les réserves contenues dans l'article onze pour rétablir les droits d'auteurs, les droits de protection commerciale, les concessions, les privilèges ainsi que toutes les autres revendications basées sur le droit public auxquels les lois de guerre avaient porté atteinte.

L'article onze prévoit que toutes les fortunes et propriétés mises sous séquestre ou sous une autre administration doivent, en cas de nouveau libération immédiate sur la demande de l'ayant-droit.

Ces clauses ne doivent pas cependant porter atteinte aux droits légalement acquis par des tiers. Les propriétés ou droits sur les propriétés, les privilèges des mines, ainsi

que les droits d'utilisation ou d'exploitation des propriétés, d'entreprises ou de participation à des entreprises notamment les actions qui avaient été expropriées par les lois de la guerre ou soustraies par force à leurs ayants-droit, doivent faire retour à leurs anciens détenteurs selon un contrat à établir dans le courant de l'année, après la ratification du traité de paix, contre remboursement des avantages qui auraient pu leur échoir, à la suite de l'expropriation ou du séquestre, francs de tous droits régulièrement acquis entre temps par les tiers personnes.

La réparation des dommages

Les dommages causés aux ressortissants de chaque contractant par la promulgation des lois de guerre seront réparés. Il en sera de même des dommages causés aux civils de chaque contractant pendant la guerre, en dehors des zones de guerre par les organes officiels ou la population de l'autre partie par des actes de violence contraire au droit des gens contre leur vie, leur santé ou leurs biens.

L'échange des prisonniers

L'échange déjà commencé des prisonniers de guerre inaptes à tout service militaire sera poursuivi avec la plus grande rapidité possible.

L'échange des autres prisonniers de guerre suivra le plus rapidement possible dans un délai qui sera fixé encore plus exactement. Une commission se réunira aussitôt après la ratification du traité de paix à Brest-Litovsk, afin de fixer les délais en question, ainsi que les autres détails sur l'échange des prisonniers et pour surveiller cet échange en ce qui concerne le contrôle du nombre des prisonniers échangés.

Les civils internés ou expatriés des deux côtés seront ramenés chez eux gratuitement le plus rapidement possible pour autant qu'ils ne désirent pas rester dans l'Etat où ils sont actuellement avec le consentement de cet Etat ou se rendre dans un autre pays.

Les ressortissants d'une des parties qui, avant la déclaration de guerre, avaient domicile sur le territoire de l'autre partie ou y exerçaient un métier ou un commerce, pourront y entrer dès que l'autre partie ne se trouvera plus en état de guerre.

Chaque partie annule les pénalités infligées aux prisonniers de guerre civils de l'autre partie.

Les infractions aux lois d'exception

Une amnistie sera promulguée pour tous les ressortissants de l'autre partie, pour tous les actes commis en faveur de cette partie et pour toutes les infractions aux lois d'exception faites contre les étrangers ennemis.

Chaque partie garantit l'impunité complète aux ressortissants de son armée pour les travaux qu'ils ont pu accomplir comme prisonniers de guerre de l'autre partie ; il en sera de même pour tous les travaux exécutés de chaque côté par les civils internés ou expatriés.

La question des prises

Les navires de commerce d'une des parties se trouvant au début des hostilités dans les ports de l'autre partie seront rendus avec

leurs cargaisons ; si ces cargaisons ne peuvent pas être restituées, elles seront compensées en argent. Les navires de commerce ramonés comme prises par une des parties contractantes ne tombent pas sous cette prescription de l'article s'ils ont été condamnés avant la ratification du traité de paix par le jugement régulier d'un tribunal de prises. Dans ce cas, ils sont considérés comme définitivement acquis.

Dans tous les autres cas, ils doivent être rendus ou s'ils n'existent pas, être remboursés en argent.

La fin de l'état de guerre entre la Russie et les Empires centraux

La dépêche qui annonce la fin de l'état de guerre entre la Russie et les Empires du Centre — c'est un détail qui a son intérêt — ne nous vient ni de Berlin, ni de Vienne. Elle consacre un état de fait. Il n'y avait plus d'armées russes, la démobilisation générale ne changera rien, donc il n'y avait plus état de guerre.

L'Allemagne et l'Autriche admettent-elles cette étrange situation qui permet à la propagande maximaliste de s'exercer plus librement, et n'obligent-elles pas la Russie à signer la paix formelle qu'elle refuse ?

On voit bien les raisons qui ont amené Trotsky à démobiliser. La signature de la paix ukrainienne a évidemment produit un gros effet dans les masses russes qui ne se soucient guère au fond que la paix soit démocratique ou non.

Mais on ne comprend pas comment cette attitude s'accorde avec les déclarations enflammées de Kameneff, ni les articles violents des Isvestias contre les Empires centraux.

Le kaiser parle au nom du Seigneur

Bâle, 11 février. — On mande d'Homburg vor der Höhe :

Au cours d'une manifestation publique à l'occasion de la conclusion de la paix entre l'Allemagne et l'Ukraine, le kaiser, répondant à une allocution du bourgmestre, a déclaré entre autres choses :

Nous avons traversé des temps difficiles où chacun est son fardeau à porter. Celui qui est maintenant devant vous n'est pas celui qui est le moins de soucis, de deuil et d'angoisses ; il supporte le poids, la douleur de tout un peuple. Nous nous sommes engagés souvent sur de fausses voies à sa dure école. Le Seigneur nous a montré le chemin que nous avions à suivre. Le monde n'est pas sur le droit chemin. Nous, Allemands, qui avons encore des idées, nous devons nous employer à ramener des temps meilleurs ; nous devons lutter pour le droit et la fidélité morale. Notre Seigneur veut la paix, mais une paix qui poussera le monde à faire le bien. Nous voulons rendre la paix au monde et nous y parviendrons, mais il faut d'abord que la victoire des armes allemandes soit reconnue.

Les armes allemandes

Stockholm, 10 février. — D'après les dernières nouvelles, un bateau finlandais aurait été envoyé pour charger en Allemagne et en ramener également 100.000 fusils et on croit qu'il sera attaqué à son retour en Finlande par un croiseur des bolcheviks feraient sortir d'Helsingfors.

L'empereur d'Autriche en Transylvanie

Bâle, 11 février. — L'empereur Charles est parti de Baden le 8 février ; il a inspecté le front de Transylvanie, interrompant à plusieurs reprises son voyage pour se mettre en communication avec Vienne, Budapest et Brest-Litovsk.

M. WILSON RÉPOND à Hertling et à Czernin

New-York, 11 février. — Le président Wilson doit adresser aujourd'hui au Congrès un message sur l'attitude des Etats-Unis, dans lequel il parlera des discours du comte Hertling et du comte Czernin.

La mort d'Abdul-Hamid

Depuis la révolution de 1909, Abdul-Hamid, sultan détrôné, vivait dans l'exil en Asie-Mineure. La révolution jeune-turque, qui l'avait renversé au nom de la liberté des peuples, a tourné de telle manière qu'elle fait à cet ancien souverain une sorte d'aurole de regrets. L'histoire ne saurait excuser, quand elle parlera du règne plus que trentenaire d'Abdul-Hamid (1876-1909), les abominables massacres qui ensanglantèrent l'Arménie (1894-96) ; mais elle n'oubliera pas que, seule des puissances civilisées, l'Allemagne refusa de s'engager alors contre le « sultan rouge », et que Guillaume II s'en fut à Constantinople, deux ans après, toucher, en commission de son indulgence, la concession du chemin de fer de Bagdad.

L'intrigue allemande contre la Roumanie

On a signalé dernièrement le départ pour les Balkans du prince de Wied, dont les Austro-Allemands avaient fait naguère un souverain de l'Albanie ; l'empereur Guillaume réserverait une promotion à ce lieutenant de sa garde, il voudrait en faire un roi de Roumanie. Un ministère serait déjà préparé, avec des germanophiles de Bucarest, pour encadrer ce souverain d'importance. Le roi Ferdinand serait proclamé d'abord, et comme don de joyeux avènement, le prince de Wied annoncerait qu'il cède la Dobroudja aux Bulgares ; on reconnaîtrait en échange les droits de la Roumanie sur la Bessarabie, qui forme aujourd'hui une « république moldave », indépendante de l'Ukraine. Bien entendu, les Centraux passeraient avec cette Roumanie de leur style des conventions d'esclavage économique, telles qu'en contient leur traité d'hier avec les pseudo-représentants de l'Ukraine... Ils comptent, pour faire réussir ce projet, sur la lassitude des combattants roumains, sur l'éloignement des Alliés. Mais l'admirable constance du souverain, de l'armée, du peuple roumain, a jusqu'ici, déjoué tous leurs calculs ; nous avons très bon espoir que cette héroïque résistance n'a pas dit son dernier mot. — H. L.

La mise en commun des ressources des Alliés

Londres, 11 février. — Le Times annonce que depuis plusieurs jours des conférences ont lieu entre M. Loucheur, ministre français de l'armement, M. Crespi, ministre italien du ravitaillement, et lord Robert Cecil, ministre britannique du blocus, sur la mise en commun des ressources des Alliés et leur répartition suivant les besoins les plus pressants des divers pays alliés. Ces conférences se poursuivront pendant les premiers jours de cette semaine.

Les opérations militaires

FRONT FRANÇAIS

Communiqué du 11 février (14 heures). — Activité intermittente des deux artilleries, au cours de la nuit, sur le front au nord de l'Alsace, dans le secteur Corbény-Juvincourt ; plus vive sur la rive droite de la Meuse, dans la région de Bezonvaux.

Rencontres de patrouilles en Haute-Alsace, devant Aspach-le-Bas. Nous avons fait des prisonniers.

Communiqué du 11 février (23 heures). — Une tentative de coup de main dans la région de Juvincourt a été arrêtée par nos feux.

Sur la rive droite de la Meuse, après un violent bombardement, les Allemands ont lancé sur le front du bois des Camières un coup de main qui a donné lieu à un vif combat. L'ennemi a été repoussé et a laissé des morts entre nos mains.

Grande activité d'artillerie en Alsace, dans la région du Viols et du Bonhomme.

Rien à signaler sur le reste du front.

FRONT BRITANNIQUE

Communiqué du 11 février (après-midi). — Les Australiens ont exécuté avec succès, la nuit dernière, un coup de main sur les positions allemandes au sud-est de Messines. Ils ont infligé des pertes à l'ennemi et ramené vingt-huit prisonniers.

Une patrouille belge a attaqué, cette nuit, un poste du secteur de Merckem. Elle a tué les occupants et enlevé une mitrailleuse.

Communiqué de 22 heures. — Au cours du raid de la nuit dernière, au sud-est de Messines (signalé) au communiqué de ce matin, les Australiens ont fait trente-sept prisonniers et ramené trois mitrailleuses et un mortier de tranchées. L'ennemi a subi de lourdes pertes.

En outre, des morts causés par notre bombardement préparatoire, le nombre des Allemands tués par notre détachement d'attaque est estimé à une centaine.

L'ennemi a prononcé aussitôt une contre-attaque qui a été rapidement repoussée. Nos pertes s'élèvent à une vingtaine.

Au sud-ouest et à l'ouest de Cambrai, l'activité de l'artillerie était intense pendant la journée. Des groupes ennemis travaillaient dans cette région ont été dispersés par le feu de nos batteries.

Aviation. — Hier, le temps couvert et le grand vent ont gêné les opérations aériennes.

Nos pilotes ont exécuté un certain nombre de reconnaissances et notre artillerie, réglée par nos appareils d'observation, a pris à partie avec succès les batteries ennemies.

Quelques bombes ont été jetées sur différents objectifs en arrière des lignes allemandes.

On ne signale aucun combat aérien.

FRONT ITALIEN

Communiqué du 11 février. — Des concentrations violentes de feux d'artillerie et des poussées d'infanterie ennemie se sont suivies pendant la journée d'hier, à l'ouest et à l'est du val Frenzel.

Devant notre nouvelle position du mont Valbella et du col del Rosso, l'action ennemie a été promptement éteinte par le tir très efficace de nos batteries. Plus à l'est, sur les pentes méridionales du Sasso Rosso, des détachements autrichiens, sous la protection de leur propre feu, ont tenté à plusieurs reprises d'occuper quelques tranchées d'observation que nous avons évacuées sur le levain de nos lignes. Ils en ont été empêchés chaque fois par notre feu d'interdiction meurtrier.

Un de nos aviateurs a abattu avec succès deux avions ennemis ; le premier est tombé au nord de Pionene, et les aviateurs ont été capturés ; le deuxième s'est abattu en flammes près de Vall-de-Signori.

FRONT BELGE

Communiqué du 11 février. — Au cours des deux journées écoulées, l'activité ennemie s'est traduite par les tirs de harcèlement habituels et une lutte de bombes devant Dixmude. Notre artillerie a riposté énergiquement.

ARMÉE D'ORIENT

Communiqué du 10 février. — Activité d'artillerie assez vive de part et d'autre sur la rive ouest du Vardar et dans la boucle de la Cerna, où l'ennemi a violemment bombardé nos premières lignes au nord de Makovo.

Un contre-torpilleur anglais coulé

Londres, 11 février. — L'Amirauté communique la note suivante :

Le contre-torpilleur britannique *Bozer* a coulé dans la Manche, pendant la nuit du 8 février, à la suite d'une collision.

Un homme de l'équipage a disparu.

BOMBES A BARCELONE

Barcelone, 11 février. — Plusieurs engins ont fait explosion la nuit dernière dans des rues du centre de la ville. Il n'y a aucune victime.

Les personnes qui ont lancé ces bombes n'ont pas été retrouvées.

BOURSE DE PARIS

du lundi 11 février 1918

VALEURS	Précéd.	Cours du jour	VALEURS	Précéd.	Cours du jour
PARQUET					
3 0/0	57.50	57.50	Argentine 50/1084	450	450
5 0/0 amortissable	71.40	71.25	Breil 4 1/2 1883	63.60	63.60
3 1/2	57.50	57.50	— 4 0/0 1889	66	66
5 0/0	57.60	57.65	— 50/1008-92	70.50	71
Ville de Paris 1885	430	432.50	— 50/0 1895	81.65	81.65
1875	504	504	Chinois 1895	86.60	86.60
1892	318	320	— Privileges	83	83
1895	351.25	351.25	Estimé	117	117
1910	297	299	— 1895	84	84
1912	235	234	— 1910	56.40	56.40
1917	502	504	Russie 40/1830	41	40
Banque de France	5240	5240	— 50/0 1891	37.75	38
d'Algérie	3260	3262	— 3 1/2 1884	36	36
Paris-Pan	394	396	— 50/0 1908	70.50	70.50
Compt. d'Economie	326	326	— 4 1/2 1909	66	66
Crédit Lyonnais	547	547	Rio-Tinto	1790	1785
Crédit Industriel	547	547	Ors de Paris	1025	1025
Crédit Fianç.	700	700	Acieries de France	1020	1038
Com. 1873	448	448	Grand-Lux	1055	1055
Fonc. 1873	435	435	Acier. de la Marine	2820	2850
Fonc. 1883	435	435	Le Creusot	2187	2195
Fonc. 1893	330	330	Banque Alsac.	1640	1640
Com. 1891	310	315	Des Lior	1055	1068
Fonc. 1893	377	375			
Com. 1893	378	378	MARCHÉ EN BANQUE		
Fonc. 1893	378	378	Rakow	655	655
Com. 1912	240	240	Cash Copper	101.50	101.50
Fonc. 1913	402	402	Dobruva	381	381
Est	735	735	— 12 1/2	22	22
Paris-Lyon-Midi	891	891	Geest	22	22
Transp.	1210	1210	G'd'Alsace	55.75	55.75
Nord	1140	1140	Lianosol	338	337
Orléans	736	735	— 1895	336	336
Grand	736	735	— 1895	12.50	12.50
Transp.	891	891	Phosph. Tunisien	397.60	397.60
Ressources ind.	238	238	Rand Minns	87.75	87.75
Métropolitain	424	425	Thariss	1554	1554
Nord-Sud	129	127	— 1895	465	465
Quercy	408.50	409.50	Wolow	250.50	250.50
Suez	1925	1925	— 1/5	530	530
Thomson-Houston	859	859			